



Conseil économique et social

Distr. générale
15 décembre 2015
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixantième session

14-24 mars 2016

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par l'Internationale de l'éducation, la Confédération syndicale internationale et l'Internationale des services publics, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

S'organiser en vue de l'émancipation économique et sociale des femmes d'ici 2030

La volonté de prendre en main leur propre émancipation économique et sociale en s'organisant et en négociant collectivement pour obtenir un emploi décent est l'une des principales raisons pour lesquelles les femmes adhèrent aux syndicats. Soixante-dix millions de femmes dans le monde sont affiliées à des syndicats ; ainsi, ces organisations sont des parties prenantes et des acteurs clés dans la réalisation des objectifs de développement durable d'ici 2030.

En tant que fédérations mondiales de syndicats, nous, Confédération syndicale internationale, Internationale des services publics et Internationale de l'éducation, appelons les partenaires sociaux, les États ainsi que les acteurs du secteur privé à veiller à ce que la réalisation de ces objectifs permette véritablement de remédier aux inégalités croissantes et de garantir l'équité grâce à une transition vers des économies et des sociétés respectueuses de l'environnement. Nous appelons par conséquent à un investissement dans l'accès pour tous à des services publics de qualité, y compris l'accès universel aux soins de santé essentiels et la sécurité du revenu de base afin de protéger le niveau de vie des personnes malades, sans emploi, handicapées, âgées et de ceux qui sont dans l'impossibilité de travailler parce qu'ils prennent soins de nourrissons ou des membres malades de la famille. Nous appelons à un investissement dans une éducation gratuite, équitable et de qualité, sans coûts cachés, en accordant une attention particulière aux personnes les plus marginalisées et les plus vulnérables qui sont très souvent les filles et les femmes. Nous appelons à un investissement dans la création d'emplois décents, y compris la régularisation des emplois informels, comme meilleur moyen de parvenir à l'émancipation économique des femmes.

Pour de nombreux petits États insulaires en développement et de pays les moins avancés, l'incidence des changements climatiques (objectif 13) représente désormais une question de survie. Les Nouvelles directives des organismes du système des Nations Unies et des mandants tripartites de l'Organisation internationale du Travail en faveur d'une transition juste vers des économies respectueuses de l'environnement soulignent la nécessité pour les États d'adopter et de mettre en œuvre des politiques qui favorisent la création d'un plus grand nombre d'emplois décents, « prévoient l'impact sur l'emploi, la protection sociale adéquate et pérenne face aux pertes d'emplois et aux licenciements, l'acquisition de compétences et le dialogue social, y compris l'exercice effectif du droit de s'organiser et la liberté de négociation collective ». Toutes ces politiques doivent également prendre en compte les dimensions sexospécifiques des problèmes environnementaux et des mesures spécifiques relatives à l'égalité des sexes sont nécessaires pour arriver à des résultats équitables.

Les services publics essentiels, y compris l'approvisionnement en eau, l'assainissement, la santé et l'éducation, doivent être exclus des partenariats publics-privés du financement mixte et des accords commerciaux dans la mesure où ces initiatives ont un impact très négatif sur les droits sociaux des femmes. La justice fiscale et les modèles de fiscalité progressive peuvent représenter une base alternative solide pour les politiques publiques nécessaires pour parvenir à l'égalité entre les hommes et les femmes.

La réalisation de l'objectif 4, relatif à une éducation inclusive, équitable et de qualité et à l'apprentissage tout au long de la vie, est tributaire de l'élimination des obstacles structurels et des normes profondément ancrées dans la société relatives aux comportements des deux sexes qui sous-tendent l'inégalité entre les hommes et les femmes. A cet effet, la plupart des États Membres doivent, dans une certaine mesure, modifier leurs lois et cette mesure doit aller de pair avec des actions de sensibilisation et de mobilisation des communautés visant à renforcer l'appui en faveur de l'éducation des filles et l'élimination des obstacles persistants, notamment les grossesses précoces et indésirées, le mariage des enfants, la violence sexiste dans les écoles et d'autres établissements d'enseignement et aux abords de ceux-ci.

Afin d'atteindre l'objectif et les cibles en matière d'éducation, il est également nécessaire que les États investissent dans le recrutement et la formation d'enseignants et de personnels de soutien de l'éducation de tous les horizons reflétant la diversité des apprenants. Dans certains cas, cela signifie mettre l'accent sur la formation et le recrutement des enseignantes afin de permettre aux filles de poursuivre leur scolarité et de favoriser leur participation à l'éducation.

Les États doivent mener des actions concertées pour mettre un terme à la répartition du travail selon le sexe qui est à la base de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes et éliminer les préjugés sexistes dans les lois et les pratiques en matière d'évaluation et de rémunération des emplois. Afin d'atteindre l'objectif 8 relatif au travail décent et à la protection sociale et d'honorer leurs engagements à augmenter de façon significative l'activité des femmes, les États doivent œuvrer conformément aux Initiatives du centenaire de l'OIT sur l'avenir du travail et les femmes au travail et à l'engagement pris par les dirigeants du G20 de réduire de 25 % l'écart entre hommes et femmes parmi les travailleurs d'ici à 2025.

Les quatre piliers du travail décent, tels que définis par l'OIT, sont : 1) la création d'emplois, 2) les droits des travailleurs, 3) la protection sociale et 4) le dialogue social. Ces piliers représentent une base solide pour l'élaboration d'un programme économique destiné aux femmes dans le cadre d'un plan pour l'emploi et la croissance qui valorise le travail rémunéré et non rémunéré des femmes et accroît leur participation au marché du travail soutenue par des services publics de soins pour les enfants et les personnes âgées, et des lieux de travail sensibles aux besoins des familles. L'investissement dans les services publics de soins peut créer des millions d'emplois décents et soutenir la participation des femmes au travail rémunéré.

Un engagement sérieux, appuyé par des actions, est nécessaire pour transformer les emplois informels où les femmes se font exploiter en emplois décents pour elles, ce qui représente le moyen le plus rapide et le plus viable de stimuler la croissance et la productivité. Soixante pour cent du commerce mondial reposent sur des contrats dans les chaînes d'approvisionnement où la majorité des travailleurs sont des femmes dont une trop grande partie continue de vivre en dessous du seuil de pauvreté et subit violences et mauvais traitements sur le lieu de travail.

La violence sexiste est une conséquence des relations de pouvoir inégales entre femmes et hommes. La violence domestique ou dans le couple a un impact évident sur le lieu de travail. Elle se traduit par l'absentéisme, la perte de productivité et de la sécurité du travail pour les victimes et la mauvaise gestion des ressources de l'entreprise par les auteurs. En outre, des différences entre

l'exposition des femmes et des hommes au risque de formes spécifiques de violence sur le lieu de travail sont accentuées par la ségrégation des sexes dans ces structures. Les syndicats sont au premier plan des efforts déployés pour mettre fin à la violence sexiste au travail et font actuellement campagne en faveur d'une nouvelle Convention de l'OIT qui prenne en charge les différentes formes de violence sexiste sur le lieu de travail.

Les femmes dans les syndicats défendent et négocient collectivement un salaire décent, la protection sociale, y compris le congé parental rémunéré, la réglementation du temps de travail, les mesures de lutte contre la violence et la discrimination, entre autres. Le travail des femmes au sein des syndicats non seulement renforce l'autonomisation économique et la sécurité de toutes les femmes, mais contribue également à accroître leur représentation dans la vie publique. Les femmes syndicalistes ont obtenu 30 à 50 % de représentation des femmes exerçant des fonctions de direction et de décision dans les structures syndicales et ont mobilisé le soutien d'un nombre croissant d'hommes pour défendre l'égalité entre les hommes et les femmes.

Les droits fondamentaux, notamment la liberté de réunion, d'association et d'expression, qui constituent les piliers des sociétés démocratiques et permettent aux travailleurs et aux citoyens d'avoir leur mot à dire dans la prise de décisions, font l'objet d'atteintes dans la moitié des États du monde. Des obstacles juridiques et institutionnels sont introduits dans toutes les régions pour criminaliser les manifestations syndicales et le droit de grève. Cette situation a renforcé l'inégalité dont souffrent les femmes, en particulier celles qui sont marginalisées en raison du racisme, du colonialisme, de la capacité physique, de l'âge, de l'homophobie, de la transphobie et d'autres formes d'oppression dans la mesure où des normes culturelles et la disparité quant au pouvoir des femmes et des hommes déterminent qui participe à la vie politique et économique et qui est laissé en marge. Grâce à la négociation collective, les syndicats réduisent les inégalités en augmentant le salaire minimum et en contribuant à la réduction de la pauvreté et à des économies durables. Les gouvernements doivent respecter les libertés d'association, d'expression et de réunion, ainsi que les droits de négociation collective et de grève.

Le processus de mise en œuvre et d'examen des objectifs de développement durable à l'échelle nationale doit être véritablement participatif. Le dialogue social, qui réunit les partenaires sociaux (organisations d'employeurs et de travailleurs), est un excellent exemple de la manière dont on peut garantir l'appropriation des processus politiques au niveau national et devrait être utilisé dans la mesure du possible. Les processus de suivi et d'examen doivent intégrer des instruments visant à reconnaître la responsabilité des entreprises à tous les niveaux. Des réglementations claires doivent être introduites ou améliorées pour garantir que les interventions du secteur privé soient conformes à l'intérêt public, en particulier lorsque des ressources publiques sont utilisées pour soutenir ce secteur. Par conséquent, les mécanismes de suivi et d'examen doivent également évaluer la contribution du secteur privé à la réalisation des objectifs de développement durable, en respectant notamment les normes internationales relatives au travail et à l'environnement.

Nous considérons que « la place de la femme est dans son syndicat » : les femmes jouent un rôle de premier plan au sein des syndicats, en veillant à ce que ceux-ci négocient des conditions de travail qui prennent en compte les droits et les

besoins des femmes. Elles œuvrent sans relâche pour obtenir des réformes de législations et des changements sociaux, de concert avec leurs camarades dans les mouvements de femmes, et pour tenir les États responsables de leurs engagements. Les femmes dans les syndicats veillent, en outre, à ce que l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes soit réduit par le biais de la négociation collective.

Les femmes dans les syndicats, en alliance avec les mouvements de femmes et les gouvernements qui les soutiennent, notamment les coalitions « Amis du travail décent » et le « Pacte mondial », en collaboration avec l'OIT, assureront un suivi et une mise en œuvre efficaces des objectifs de développement durable en matière de services publics de qualité, y compris une éducation gratuite équitable pour tous, un travail décent pour les femmes et le maintien de leur dialogue social et du droit de négociation collective.
